

Unité départementale Le Havre
48 Rue Denfert Rochereau
76600 Le Havre

Le Havre, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2024

Contexte et constats

Publié sur 

AGY LIN SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE

BP 54

76190 Baons-Le-Comte

Références : 20241213_DefenseIncendie
Code AIOT : 0005801983

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement AGY LIN SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE implanté RUE EMILE BENARD 76110 GODERVILLE. L'inspection a été annoncée le 05/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du site Agy Lin I rue Bénard à Goderville, installation soumise à autorisation préfectorale, s'inscrit dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Cette visite a également été l'occasion d'aborder la prochaine cessation d'activité du site avec l'exploitant, en raison du transfert des activités vers le nouveau site Agy Lin II construit à 2 kilomètres du site Agy Lin I.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGY LIN SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE
- RUE EMILE BENARD 76110 GODERVILLE
- Code AIOT : 0005801983
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité du site Agy Lin I de Goderville est le teillage de lin. Créée en 1939, l'exploitation compte deux lignes de teillage et emploie 36 personnes. Agy Lin est une coopérative agricole qui appartient à un collectif d'environ 400 agriculteurs adhérents. L'activité est en cours de transfert vers un nouveau site, Agy Lin II, construit à proximité et toujours sur le territoire de la commune de Goderville.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Sûreté du site	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 4.16	Demande d'action corrective	15 jours
3	Accumulation de poussières	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 4.14	Demande d'action corrective	2 mois
4	Lutte contre un sinistre	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 4.12	Demande d'action corrective	15 jours
6	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 3.1.11.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 4.8	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 5.3	Sans objet
5	Elimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 3.3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de teillage sur le site Agy Lin I est stoppée depuis le 06 décembre 2024 et transférée sur le nouveau site Agy Lin II. Des produits finis (fibres courtes et fibres longues) sont toujours stockés dans les bâtiments du site. La visite d'inspection a été orientée sur la cessation d'activité à venir et la mise en sécurité du site. Des actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant pour maintenir le matériel de lutte contre l'incendie en état de fonctionnement optimal et tenir les machines et leurs équipements annexes dans un état de propreté satisfaisant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 5.3
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : [...] En cas de mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant la date d'arrêt. Simultanément, l'exploitant doit adresser au préfet, un dossier comprenant : <ul style="list-style-type: none">• le plan à jour des emprises des installations mises à l'arrêt ;• un mémoire sur l'état du site comprenant au moins :<ul style="list-style-type: none">* les mesures prises en matière d'élimination de produits dangereux résiduels et déchets ;* les mesures envisagées ou prises pour la dépollution des eaux et sol éventuellement pollués ;* les mesures de surveillance qu'il s'engage à exercer après l'arrêt des installations. L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.
Constats : L'exploitant a fait construire une nouvelle usine de teillage de lin, Agy Lin II, à 2 kilomètres du site de la rue Bénard de Goderville. Les activités sont en cours de transfert au moment de la visite d'inspection et les machines du site sont à l'arrêt depuis le 06 décembre 2024 : une remise en service de ces machines reste possible dans les semaines à venir, dans le cas où le démarrage du site Agy Lin II connaîtrait des difficultés imprévues. L'exploitant a déclaré que les machines du site Agy Lin I ont été vendues et seront démontées par l'acheteur début 2025. Il n'y a plus de stockage de matière première sur le site, seulement le produit fini et des co-produits : 570 tonnes de fibres longues et 165 tonnes de fibres courtes en majorité de 2024. Ces matières seront expédiées vers les acheteurs depuis le site Agy Lin I ou transférées vers Agy Lin II selon l'organisation logistique des prochains mois. L'inspection a constaté que la cuve de Gazole Non Routier (GNR) est presque vide et il n'y a plus de stockage de semences. Les machines de l'atelier maintenance seront transférées vers le nouveau site début 2025. L'inspection des installations classées rappelle que l'information au préfet de la mise à l'arrêt définitif des installations doit être faite trois mois avant la cessation des activités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sûreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 4.16
Thème(s) : Autre, Gardiennage, clôture et surveillance.
Prescription contrôlée : Le site est clôturé et les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux et bâtiments doivent être fermés à clé afin d'en interdire l'accès.

<p>Constats :</p> <p>Avec le transfert récent des activités vers le nouveau site Agy Lin II, l'exploitant a déclaré qu'il n'y a plus de présence permanente en journée travaillée sur le site. Le site accueille une maison d'habitation, qui n'est plus occupée depuis le début du mois de décembre 2024. Le site dispose d'une clôture sur l'ensemble de la périphérie et de deux barrières d'accès pour les véhicules sur la rue Bénard.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite des installations que les différents bâtiments du site sont fermés à clé. Les deux barrières d'accès sur la route étaient ouvertes sans présence de personnel sur site ; l'exploitant s'est engagé à mettre en place une organisation pour qu'elles restent fermées lorsque personne n'est sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'organiser pour que le site soit en permanence fermé lorsque personne n'y est présent.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Accumulation de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 4.14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie et explosion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont prises pour éviter toute accumulation dans les ateliers et les locaux annexes, de déchets ou de poussières, de manière à prévenir tout danger d'incendie et d'explosion.</p> <p>Les bâtiments de teillage et de stockage sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Le nettoyage des charpentes sera réalisé au moins lors de chaque arrêt annuel.</p> <p>Les appareils utilisés pour le nettoyage (aspirateurs) doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que balais ou exceptionnellement d'air comprimé doit faire l'objet de consignes particulières.</p> <p>L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation feront l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des ateliers de teillage, l'inspection des installations classées a constaté la présence importante de poussières issues du process, au sol comme sur les structures de l'atelier, mêlées à de nombreuses toiles d'araignées. L'exploitant a déclaré que le dernier nettoyage de la structure datait de plusieurs années.</p>

Les autres bâtiments, visités par sondage, contenant des ballots de fibres prêts à l'expédition, n'appellent pas de remarque particulière concernant la présence de poussières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à un nettoyage de l'atelier de teillage à brève échéance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 4.12
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose des moyens notamment en réserve d'eau incendie et extincteurs pour lutter efficacement contre l'incendie. Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir. [...] Un poteau d'incendie est implanté à proximité du site. [...] Des extincteurs appropriés aux risques encourus sont disponibles sur le site en nombre suffisant. A proximité des armoires électriques de chaque atelier sont disposés des extincteurs appropriés à ce risque. Leur emplacement est matérialisé. Chaque bâtiment est muni d'un dispositif d'alimentation de robinets d'incendie armés (R.I.A.). Le réseau de RIA devra être alimenté sous une pression de 1 bar. Par ailleurs, l'exploitant dispose en toutes circonstances d'une surface libre, suffisamment dimensionnée, aisément accessible par les engins de manutention et située en dehors des zones de danger Z1 et Z2 et permettant d'y épandre les produits pris dans un incendie. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un bassin incendie alimenté par les eaux pluviales d'un bâtiment. Des extincteurs et des RIA (Robinetts Incendie Armés), raccordés au réseau d'eau potable de la commune, sont présents et disponibles dans les bâtiments visités par sondage. Dans le bâtiment 2, l'inspection des installations classées a constaté que la date de vérification des extincteurs (août 2024) était dépassée. L'exploitant a expliqué que son prestataire habituel était occupé par les aménagements du nouveau site Agy Lin II. Un poteau incendie disponible est implanté au milieu du site, entre le bâtiment maintenance et celui des machines de teillage. Le site dispose en son centre d'un grand espace bétonné facilement accessible par des engins de manutention pour y épandre des produits pris dans un incendie ; au moins deux engins de manutention étaient présents sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire intervenir son prestataire dans un délai court pour contrôler et vérifier les équipements incendie tels que les extincteurs et les RIA, avec pour objectif de respecter les intervalles de temps requis par la réglementation (1 an pour pour les extincteurs). L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie opérationnels et contrôlés jusqu'à la cessation

complète d'activité sur le site d'Agy Lin I.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 3.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient une gestion régulière des déchets produits par son établissement .A cet effet, un registre sur lequel sont rapportées les informations suivantes est tenu à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • natures et quantités des déchets de l'établissement, en distinguant les déchets d'emballage, • classification des déchets suivant l'annexe II du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets, • dates des différents enlèvements pour chaque type de déchets, • identité des entreprises assurant les enlèvements de déchets, • identité des entreprises assurant le traitement ou la valorisation, • adresse du centre de traitement, mode d'élimination, • les termes du contrat de cession passé avec l'exploitant agréé ou l'intermédiaire déclaré pour les déchets d'emballage. Le contrat mentionnera la nature et les quantités de déchets d'emballage pris en charge. <p>Ce registre est mis, à sa demande, à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre informatisé de gestion des déchets produits par son établissement. Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté le dernier bordereau de suivi de déchet dangereux : le contenu du séparateur d'hydrocarbures du parking, pris en charge par une société spécialisée de pompage et de curage le 12/12/2024. L'exploitant a également transmis à l'issue de la visite les 3 derniers bordereaux d'expédition de terres (poussières de lin) vers une installation de valorisation (sous forme de compost) de ce déchet non dangereux (06/12/2024 15.9 tonnes ; 03/12/2024 14.2 tonnes et 28/11/2024 18.2 tonnes).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 3.1.11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues du parking pour les véhicules du personnel passent par un débourbeur-déshuileur avant rejet dans un bassin étanche. Les eaux pluviales des toitures sont collectées et dirigées vers les bassins, excepté pour les bâtiments n°s 2 et 3 absorbées par le milieu naturel. Les eaux pluviales de ruissellement des aires de circulation sont directement absorbées au niveau du sol. Les caractéristiques mesurables des effluents (eaux des</p>

bassins) ne devront pas dépasser les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • pH compris entre 5,5 et 8,5 • température < 30°C • 5 mg/l d'hydrocarbures (Norme NFT 90 114) • 125 mg/l en Demande Chimique en Oxygène DCO (Norme NFT 90 101) • 35 mg/l en Matières en Suspension Totales MEST (Norme NFT 90 105).
Constats : L'exploitant a transmis avant l'inspection, à la demande de l'inspection des installations classées, les derniers résultats d'analyses de ses eaux pluviales de sortie des 3 bassins du site. Ces résultats sont tous conformes avec les valeurs de l'article 3.1.11.2 de l'arrêté préfectoral. Ces analyses ont été faites en janvier 2023 ; aucune analyse n'a été faite durant l'année 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser une nouvelle campagne d'analyse des eaux pluviales en sortie des bassins et transmettre les résultats à l'inspection des installations classées. Les bassins doivent être curés en cas de dépassement des valeurs limites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et risques liés à la foudre
Prescription contrôlée : <p>Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives au sens de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion, les installations électriques sont réduites à ce qui est nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et doivent satisfaire aux dispositions des réglementations en vigueur. Ces différentes zones sont définies sous la responsabilité de l'exploitant et doivent être signalées. Un plan de ces zones est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le rapport annuel de vérification des installations électriques prévu au paragraphe 4.3 devra comporter la description des installations électriques présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, ainsi que les conclusions de l'organisme chargé de la vérification quant à la conformité des installations électriques ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'arrêté susvisé.</p> <p>Les installations sont protégées contre les effets de la foudre conformément à la circulaire et à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 ainsi qu'à la norme NF-C17100.</p> <p>Deux paratonnerres sont nécessaires pour protéger le site. Le nombre et le type de dispositifs devront être confirmés par l'étude de réalisation.</p> <p>Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Les prises de terre des équipements électriques, des</p>

masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre doivent être interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur. Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre doivent être effectuées selon les normes et les réglementations en vigueur.

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les produits doivent être conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

Constats :

L'exploitant a transmis préalablement à la visite, à la demande de l'inspection des installations classées :

- le rapport de vérification annuelle des installations électriques
- le formulaire Q18
- le rapport de vérification annuelle des installations de protection contre la foudre
- les rapports annuels d'entretien des dépoussiéreurs du site.

Concernant les dépoussiéreurs, des contrôles des équipements ont été faits par les fournisseurs en 2023 lors des arrêts d'août et décembre. Les rapports de ces contrôles n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées. Sur le terrain, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un marquage ATEX sur ces équipements de filtration (demande de l'inspection des installations classées faite suite à l'inspection du 15 novembre 2021).

Le rapport de vérification visuelle des équipements de protection contre la foudre du 22 janvier 2024 du prestataire de contrôle précise que le testeur d'un dispositif PDA (Paratonnerre à Dispositif d'Amorçage) est hors service et cet écart est classé par le contrôleur en priorité 3 (peu urgent correction à moyen terme). Ce même dispositif a été testé le 06 janvier 2023 par l'installateur lors du contrôle annuel à l'aide d'une canne de test. L'inspection des installations classées a constaté la présence des 2 PDA requis sur le site.

Le rapport de vérification périodique des installations électriques du 13 et 14 juin 2024 comporte plusieurs limites au niveau de la vérification : pas de coupure possible et pas de vérification des matériels en hauteur et dans les faux plafonds notamment. Un bâtiment (n°13) n'a pas été vérifié car consigné. Le rapport précise également qu'il n'y a pas de détermination de zones à risques d'explosion sur le site, et donc qu'il n'y pas d'emplacement à risque d'explosion : l'inspection émet des doutes concernant cette assertion, au regard de ce que l'inspection a constaté sur le terrain. L'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant vis à vis de l'organisation et la préparation de ces contrôles des installations électriques pour qu'aucune limite ou réserve ne soit mentionnée. A noter la bonne pratique de l'exploitant qui fait accompagner, partiellement, le contrôleur.

Le compte-rendu Q18 de vérification des installations conclut à un risque d'incendie ou d'explosion pour le dispositif de protection de 2 pompes de chauffage sanitaire des bureaux (sans lien avec le stockage des matières combustibles) et une armoire située dans les unités de teillage où la présence de poussières pourrait provoquer un incendie ou une explosion. L'inspection des installations classées a fait le même constat en examinant cette armoire électrique de la presse à déchets, et ce 6 mois après le passage du bureau de contrôle : forte présence de poussières à l'intérieur de l'armoire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire consigner l'armoire électrique de la presse à déchets. Si la presse à déchets

doit être mise en service, un soufflage complet de l'armoire électrique est impératif avant toute remise sous tension.

L'exploitant doit veiller à vérifier que les déclarations du rapport de vérification des installations électriques sont cohérentes au regard de son installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours